

RELOGEMENT DES HABITANTS DU QUARTIER DES PLANTEURS À ORAN

Plus de 16 personnes dans des F3 et F4

Une cinquantaine de familles relogées durant le mois de juillet 2007, lancent un cri de détresse. Elles nous ont interpellés et reçus chez elles à Haï El Yasmine, en ce samedi 14 juin. Pour ces familles, l'exiguïté de leur nouvel appartement (F2, F3 ou F4) ne peut en aucun cas remplacer leurs habitations des Planteurs qui, elles, étaient constituées de 4 jusqu'à 7 pièces spacieuses. «Nous sommes à l'étroit et obligés de nous entasser et de surcroît d'autres problèmes sociaux nous font craindre le pire. Nos enfants étouffent ici et donc sont souvent dans la rue. »

Invités à visiter leurs appartements d'un bloc à l'autre, tous tenaient à nous montrer l'état dans lequel ils vivent depuis ce fameux 5 juillet 2007, jour de leur relogement. Les habitants de Haï El Yasmine dénoncent à ce jour les résultats de l'enquête qu'avait exigée le président de la République lors de sa visite de travail à Oran, où, nous disent-ils, «nous avons osé bravé le cordon sécuritaire et nous avons informé le président des dépassements et de la corruption qu'avait connue cette deuxième tranche de relogement. Sa vive réaction nous avait donné de

l'espoir, seulement une fois les projecteurs de la visite officielle éteints, nous avons été confrontés à la dure réalité. Comment expliquer que sur les 700 recours juste quelque 77 ont obtenu gain de cause ? Comment expliquer que certains d'entre nous ont pu obtenir un F2 ou un F3 supplémentaire vu le nombre important d'une même famille qui avait obtenu un F3 alors qu'une grande majorité n'a rien reçu ? C'était pour faire croire que des cas avaient été réglés. »

Nos interlocuteurs tenaient également à dénoncer la sous-

location ou la vente pure et simple des logements à près de 140 millions de centimes le F2, car ceux-là, nous dira l'un d'entre eux, «pour eux ce n'était qu'un plus puisqu'ils avaient déjà un appartement, contrairement à nous par exemple : 17 membres ayant bénéficié d'un F3, alors que deux d'entre nous avaient été recensés en 2003 !» Sur les lieux nous sommes invités à nous rendre chez la famille D. Z.. En entrant dans cet appartement de trois pièces, nous avons été frappé par l'odeur persistante et insupportable d'humidité. L'un des murs de l'appartement avait cédé sur une partie. On découvre qu'il n'y avait pas de ciment mais juste une fine couche de plâtre blanc, derrière apparaissent les briques. Etonnant pour des constructions récentes. Sur les lieux nous rencontrons le père de famille, qui abrite sous son toit 16 membres. «L'un de mes fils est obligé d'aller dormir chez un ami à lui. Où voulez-vous qu'il reste ? Ma fille

est mariée et a des enfants, elle et son mari ont leur carte de recensement mais au moment du relogement les autorités ont estimé qu'ils ne devaient donner qu'un appartement par famille même s'il y en avait trois. Ceci sans vous parler de la tuyauterie défectueuse, de l'humidité, de la qualité de la construction... allons-nous vivre toute notre vie à 14, 15, 16, 17 dans un même F3 ?»

Entassés de la sorte, cette cité ne peut que produire des poches sociales encore plus défavorisées et plus pauvres qu'elles ne furent du temps où elles vivaient au niveau des Planteurs. Alors que ce programme de relogement était censé combattre la misère, à ce rythme il ne fait que la déplacer vers un autre lieu. Un lieu qui va devoir accueillir d'autres relogés qui n'auront pas d'autre choix que celui d'accepter. Sinon, c'est la rue qui les attend.

A. B.

TRANSPORT URBAIN À SKIKDA

L'Unat fustige l'Etus

Le bureau de Skikda de l'Union nationale des transporteurs (Unat) a tenu, en son siège, sa première conférence de presse réservée à l'Etus.

Trois mois après le début de fonctionnalité des 30 bus Van Holl, les transporteurs privés sortent de leur mutisme pour faire le constat d'une politique étatique en leur défaveur. Dans le communiqué adressé à la presse, on ne cite pas nommément l'ETUS, se suffisant de lui attribuer son statut social, en tant qu'Epic. Par contre, lors de la conférence de presse, le président du bureau de Skikda fustige l'Etus ainsi que le traitement de faveur auquel elle a eu droit de la part des pouvoirs publics. «Réflexions» est l'intitulé d'une série de questions sanctionnée par une batterie de conclusions et de propositions à caractère participatif.

Pour quelles raisons les plans de transport ne couvrent-ils pas l'ensemble des périphéries ? La création des Epic ne projette-t-elle pas la maîtrise et le développement du transport ? Pour quelles raisons les privés n'ont-ils pas bénéficié ne serait-ce que d'un quart de la subvention accordée aux Epic, permettant ainsi un renouvellement total du parc ? Pour quelles raisons les réseaux de transport ne sont-ils pas complémentaires entre les privés et les Epic ? Est-il juste de soumettre les Epic et les privés aux mêmes dispositifs en termes de lois sans qu'ils aient un cahier des charges homogène et des droits en équivalence ? Pour quelles raisons différencier les Epic en sus du réseau couvert par les privés ? Cela n'engendre-t-il pas une illégitime exclusion de ces derniers ? Pour quelles raisons la loi relative au transport terrestre ne s'applique que partiellement ? Ce sont les plus importantes questions formulées.

Considérée comme une concurrente déloyale, l'Etus est apparemment mal vue par les transporteurs privés. Subventionnée avant son entrée en service par un montant de 10 milliards de centimes, dépourvue d'une autorisation d'exploitation, dotée de points de stationnement avantageux (l'exemple de l'arrêt de la SNTV en face du siège de la sûreté de wilaya), tels sont, entre autres, les griefs retenus par l'Unat à l'encontre de l'Etus.

Joint par téléphone, le directeur de l'Etus a tenu à infirmer ces propos : «Nous sommes dûment munis d'une autorisation d'exploitation. Les lignes ont été ouvertes en présence de l'APC.

Les cartes horaires ont été fixées dans le cadre d'une concertation générale, ce qui n'est pas le cas pour les transporteurs privés. Nos engins, en dépit de leur nouveauté, ont fait l'objet d'un contrôle technique. Outre cela, au préalable, un BET belge Transurb a fait une étude qui a permis de déterminer toutes les actions à entreprendre pour réussir la notion de service public. On nous demande de faire le relais au niveau des arrêts de bus, jamais nous ne prendrons en otages nos usagers !» Et de conclure : «Le public skikdi a fait son choix, et c'est à lui de demander le rendement de notre société. Nous lui promettons également que les bus seront mis à leur disposition jusqu'à minuit durant l'été et que les hauteurs de la ville, Bouyala, Sidi-Ahmed, Béni Malek, seront dotées d'une station terminus au niveau du téléphérique afin de desservir ces lotissements.» Il y

a lieu de rappeler que le transport privé compte près de 300 transporteurs, 36 bus et 18 lignes activant dans le transport urbain et suburbain. Sa capacité théorique est de 207 600 places assises.

Actuellement, selon les dires du président du bureau de Skikda, le secteur privé enregistre une exploitation estimée à 103 800 places assises.

Le transport privé est miné par des défaillances internes qui auraient été derrière la décision des clients d'opter pour l'Etus. La grande bataille que livre l'Unat contre l'Etus devrait être menée intra muros : respect des usagers, arrêts réglementés et moins longs, couverture des lignes d'une manière ponctuelle, formation au profit des receveurs surtout, véhicules dignes d'un transport moderne.

Zaïd Zoheir

BACCALAURÉAT 2008

Sept cas de fraude à signaler

Le secrétaire général de la direction de l'éducation de la wilaya impute, dans leur majorité, les sept cas de fraude signalés à des candidats libres dont des tentatives par le biais de leur téléphone mobile.

La nouveauté réside justement dans ce nouvel outil de communication. A bas les techniques traditionnelles, à l'exemple des feuilles à chiquer (*el massa*) collées sur les tables, les bouts de pages des cahiers des cours... Statistiquement, il est à mentionner que les examens ont vu l'inscription de 16 010 candidats dont 4 446 libres. A l'issue des cinq jours d'épreuves, 15 132 présents dont 3 618 libres sont à énumérer. Le nombre de scolarisés de la réforme est de

7 673 candidats. Les détenus ont été estimés à 21.

Les centres d'examen sont au nombre de 62,39 pour les scolarisés, 12 pour les libres et 11 pour les mixtes (scolarisés-libres). Comme de coutume, c'est le lycée Nahda qui abrite les corrections. L'encadrement a été assuré par 4 198 personnes réparties comme suit : 124 directeurs et deux adjoints, 186 observateurs, 437 exerçant dans le secrétariat, 3 132 surveillants et 319 réserves. La revue à la baisse des élèves passant de 17 782 à 16 010 est due au fait que le nombre de candidats libres a diminué par rapport à l'année précédente d'une manière importante, 7 135 contre 4 446, soit une baisse de l'ordre de 62,31%. Par contre, les effectifs des scolarisés inscrits ont augmenté par rapport au bac 2007, passant de 10 647 à 11 564.

En général, selon le secrétaire général citant les observateurs hors wilaya, le bac à

Skikda s'est déroulé dans de bonnes conditions, les aspects sécuritaires, d'accueil et d'hygiène ainsi que de bonne conduite aussi bien des élèves que des encadreurs sont à évaluer au-dessus de la moyenne. «Skikda aurait été considérée comme wilaya-modèle. La commission de wilaya, composée de trois inspecteurs généraux désignés par la centrale, a été destinatrice d'un rapport positif élaboré par les observateurs. »

A signaler que cette commission est à pied d'œuvre depuis le 13 mai pour superviser les examens des trois paliers du cursus scolaire. Skikda est toujours à la recherche de sa gratifiante 3^e place au niveau national et 1^{re} à l'Est en 2006, avec un taux de réussite de 59,86%, le plus élevé depuis l'Indépendance. Les résultats du bac sont prévus pour le 10 juillet 2008. Bonne chance à nos élèves !

Z. Z.

MOSTAGANEM

Les habitants de la zone «Raquettes» privés de leurs garages

Depuis au moins trois mois, la zone des Raquettes où sont implantées bon nombre de coopératives immobilières vit un véritable calvaire étant donné la lenteur des travaux de bitumage des voies, rues et ruelles au sein de cette importante agglomération.

En effet, les chantiers concernant certaines ruelles de ces cités ont dû être subitement abandonnés et ce, après que l'opération eut été entamée durant seulement quelques jours, le temps qu'on procède à leur décapage et broyage, ce qui a entraîné une sorte d'affaissement de cinquante à soixante centimètres à certains endroits. Ce regrettable état de fait causera de sacrés désagréments aux résidents qui, pour la plupart, possèdent leur propre véhicule, en ce sens qu'il est quasi-impossible de pouvoir accéder à leur garage.

Le niveau actuel de ces ruelles est bien en deçà de celui des trottoirs qui bordent les habitations de part et d'autre des sinistres rues que sont devenues celles des coopératives en question.

A cet égard, l'association des quartiers de la zone des Raquettes a réagi en transmettant plusieurs correspondances qui jusqu'à l'heure sont restées lettre morte. Un litige oppose, paraît-il, l'entrepreneur ayant pris ce marché à l'administration concernée. En attendant, des dizaines d'habitants ne savent plus où mettre à l'abri leurs véhicules.

Sid-Ahmed Hadjar

SOUK-AHRAS

100 logements LSP Djnane-Tefah sans gaz ni eau

Les bénéficiaires des 100 logements sociaux participatifs de la cité Djnane- Tefah croyaient être soulagés après la remise des clés de leurs nouveaux appartements il y a plus d'une année. Mais les multiples anomalies relevées ont fait déchanter les plus optimistes, en plus des problèmes d'hygiène. Ces logements ont été livrés alors qu'ils ne sont raccordés ni au gaz de ville ni à l'eau potable. Une vingtaine de familles ont déjà occupé leurs logis. Pourtant, les souscripteurs de cette formule ont payé rubis sur l'ongle leur logement et ont attendu plusieurs années pour avoir leurs clés avec une multitude de carences.

La DUCH chargée d'aménager le site et la Sonelgaz à qui incombe la tâche d'alimenter ces derniers en gaz ne cessent de se renvoyer la balle, la Sonelgaz signe et persiste que le branchement en gaz ne sera fait qu'une fois l'aménagement de cette agglomération achevé. Du côté de la direction de l'urbanisme, ces travaux seront réalisés dans un proche avenir. En attendant, les habitants prennent leur mal en patience.

Barour Yacine